



Section d'Aix-en-Provence



Pays d'Aix

La section d'Aix de la LDH et ATTAC Pays d'Aix ont décidé de développer leurs relations : pour témoigner de ce nouveau partenariat et compte-tenu du thème retenu ce numéro des Echos de la LDH paraît sous le sigle des deux associations.

## **Les échos de la LDH**

N° 9 Février 2012

# LA CRISE ET LES DROITS DE L'HOMME

La crise économique et financière, depuis qu'elle s'est singulièrement aggravée (2007 aux Etats-Unis, 2008 dans le reste du monde), marque les dérives de l'ultralibéralisme. Deux fois au moins le G 20 et le G 8 ont parlé des paradis fiscaux, des marchés financiers, de l'emploi...S'agissait-il de sauver la Grèce ou l'Espagne ? Ou bien de sauver les banques qui ont prêté à ces pays ? Regardez : la BCE (banque centrale européenne) vient il y a quelques semaines de leur ouvrir un crédit de plus de 500 milliards d'euros (au niveau

européen) à un taux d'à peine 1% d'intérêt ! Et vous, et nous, quand nous voulons emprunter voyez-vous que l'on nous prête à ce taux là ? Les artisans, les PME ont besoin d'argent pour leur trésorerie comme pour leur développement ; et pourtant les crédits que les banques leur octroient sont en diminution.

**Ainsi on sauve les banques, pas les peuples. Au contraire c'est le peuple que l'on fait payer et c'est dans ses droits qu'il est aujourd'hui brutalement atteint.**

## **LA CRISE ? C'EST UN DENI DES DROITS DE L'HOMME !**

La crise, ce sont en effet des **inégalités croissantes**

- **dans l'accès au travail** : le nombre de chômeurs augmente pour atteindre près de 10% au niveau national –le plus fort taux depuis 12 ans -, 12% dans les Bouches du Rhône. C'est la principale préoccupation pour 82 % des français devant le système social (73%) et le pouvoir d'achat (61%° d'après sondage Louis Harris Interactive RTL

1erjanvier 2012); le chômage des jeunes ne cesse de s'aggraver ;

- **dans l'accès aux soins de santé** : Face à la crise, les Français n'hésitent pas à rogner sur leurs dépenses concernant la santé. Pas loin d'un Français sur 5 aurait limité ses dépenses de santé au cours des derniers mois. 74 % affirment

consulter moins souvent leur médecin, par exemple. Près de deux tiers estiment que le ralentissement économique a eu des conséquences sur le budget qu'ils consacrent à leur santé, ceux ayant les plus bas revenus et la moins bonne couverture d'assurance étant les plus affectés. Et **un quart des ménages en moyenne pense ne pas être prêt à assumer ses frais de santé à venir (un sur trois pour ceux dont les revenus sont les plus modestes), et ce indépendamment de leur couverture santé.**

- **L'école est de plus en plus saccagée** : réduction du nombre de postes, mise en concurrence des établissements, suppression des dispositifs d'aide aux élèves les plus en difficulté, refus de croire à l'éducabilité de tous les individus et idéologie du mérite ; la vision libérale de l'école, franchement affirmée, est désormais la règle, les économies une obsession et l'idée de service public se dilue dans une conception de l'Ecole et de l'Université comme des entreprises. Le droit à l'éducation, à l'instruction et à la formation, ce droit pour tous auquel la LDH est si attachée est en recul ;

- **le logement** : jamais les loyers et les prix de l'immobilier n'ont été aussi chers ; on compte 3 millions de mal logés et 250 000 personnes sont à la rue ; la loi SRU qui impose 20% de logements sociaux n'est pas partout respectée, loin de là. Le droit au logement pour tous n'est pas effectif !

## **C'EST POURQUOI NOUS DISONS : CETTE DETTE N'EST PAS LA NÔTRE !**

Regardez les cadeaux fiscaux faits depuis 5 ans aux grands patrons et aux très riches :

- le bouclier fiscal, même amoindri récemment,
- les droits de succession massivement allégés,
- la baisse de l'impôt sur la fortune,
- la suppression de la taxe professionnelle,
- les exonérations de charges, notamment les cotisations sociales (qui représentent 30 Mds),
- sans parler de l'évasion fiscale ni des taux d'intérêts servis à ceux qui prêtent de l'argent (les banques, les fonds spéculateurs...)

- **les services publics en général** sont en crise, en particulier du fait du non remplacement d'un départ à la retraite sur deux et de la logique comptable qu'on leur impose de respecter, bien souvent avant de les privatiser ; ne nous étonnons pas de la baisse de leur qualité ! Pourtant seuls les services publics garantissent une égalité de traitement sur le terrain ;

- **la pauvreté** : selon l'INSEE 8, 2 millions de personnes, soit 15 % de la population, vivaient en 2009 sous le seuil de pauvreté, c'est-à-dire en dessous de 954 €/mois dont la moitié avec moins de 773 €/mois. Et les pauvres, on le sait bien, sont les premières victimes des violations des droits de l'homme ; exposés aux brimades, à l'arbitraire, au mépris, aux violences.

**Ainsi la crise brutalise les droits de l'homme, les droits économiques, sociaux et culturels comme les droits civils et politiques ; elle aggrave la situation des personnes les plus vulnérables, elle fait tomber dans la précarité de plus en plus de gens.**

**Ce système montre bien qu'il est fondé sur le mépris des valeurs d'humanité et d'équité. La pauvreté et les inégalités, la garantie d'une dignité égale pour tous c'est le cœur de notre combat à la LDH.**

Tous ces cadeaux représentent, selon un récent rapport parlementaire, plus de 100 milliards sans compter les 30 mds d'exonérations de

cotisations sociales. Et tout ceci a été décidé avant la crise de 2008-2009 !

Et avec tout cela les grandes entreprises licencient (parce qu'elles délocalisent ou parce que leurs actionnaires cherchent ailleurs à faire plus de profits) et les banques encaissent l'argent prêté par la BCE au taux de 1% pour spéculer au lieu de prêter aux PME... !

Et regardez encore les nouveaux cadeaux au patronat et ce que l'on annonce pour vous faire payer encore plus sous prétexte de donner « un signe aux investisseurs » :

- une nouvelle baisse des cotisations patronales à la sécurité sociale,
- une hausse de la TVA,
- la quasi suppression des 35 heures,
- la réforme du code du travail pour donner « plus de souplesse ».

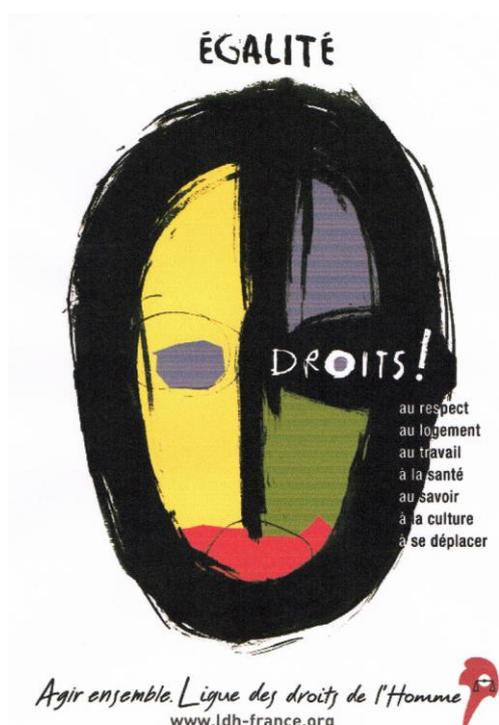
La dette publique a été contractée pour servir les intérêts des riches et des grandes entreprises, pas pour les travailleurs et l'intérêt général ; elle sert une minorité infime de la population au détriment de l'immense majorité. Les seuls droits bien protégés, ce ne sont pas les nôtres, ce sont ceux des riches.

## ACCEPTER LA DOMINATION DE L'ARGENT OU RELANCER LA CROISSANCE, C'EST LA QUE NOS DROITS SE JOUENT !

Ce qui doit nous guider quand nous défendons nos droits, les droits de l'homme, c'est une alternative fondée sur la justice sociale, la solidarité, l'équité et la dignité. Et pouvoir maîtriser notre existence dans ses dimensions les plus essentielles (sûreté, santé, déplacement, culture, formation...), c'est aussi un droit fondamental.

Pour cela il faut mettre sous tutelle banques et marchés financiers, il faut une politique fiscale favorable à la protection sociale, une politique de relance qui garantisse l'accès général à la santé, à l'éducation, au logement, à la culture, à l'emploi..., une politique qui brise le cercle vicieux de la récession économique et donc de la régression des droits.

## NOUS VOULONS QUE 2012 SOIT L'ANNEE DES DROITS !



**La LDH vous intéresse ?**

**N'attendez pas, rejoignez la !**

**Ligue des Droits de l'Homme,  
Section d'Aix-en-Provence**

Tel : 07.60.60.09.83.

Courriel : [ldh.aix@laposte.net](mailto:ldh.aix@laposte.net).

Site : [ldh-aix.org](http://ldh-aix.org)



## POUR SORTIR DU PIÈGE DE LA DETTE, LANÇONS UN AUDIT CITOYEN DE LA DETTE PUBLIQUE !

Écoles, hôpitaux, hébergement d'urgence, retraites, environnement... nous vivons tous au quotidien l'austérité budgétaire et le pire est à venir. Pour justifier cette régression sociale on nous répète à longueur de journée dans les grands médias de fausses évidences : « *Le pays est au bord de la faillite ! Nous vivons au-dessus de nos moyens, nous dépensons trop, il faut rembourser la dette, on n'a pas le choix etc* »

### **La dette n'est qu'un prétexte, réfutons ce discours culpabilisant !**

Nous ne voulons pas assister impuissants à la remise en cause de tout ce qui a été acquis de haute lutte et rendait un peu plus humaines nos sociétés. Refusons ces politiques d'austérité qui aboutissent à la remise en cause des services publics, des retraites, de la sécurité sociale.

### **L'audit citoyen c'est répondre simplement à des questions simples comme :**

La dette publique, c'est quoi ? Comment ça marche ? D'où ça vient ? Avons-nous trop dépensé pour l'école et la santé, ou bien les cadeaux fiscaux aux plus riches depuis 20 ans ont-ils asséché les budgets ? Qui paye la dette et qui en profite ? **Cette dette a-t-elle été toute entière contractée dans l'intérêt général ou au bénéfice d'une minorité ?** Qui tire profit des politiques d'austérité ? Qu'est ce qu'on peut y faire ? Peut-on diminuer la dette sans appauvrir la population ?

L'enjeu, c'est tout simplement **la démocratie**.

**L'audit citoyen, c'est reprendre démocratiquement nos affaires en main !  
Lutter contre la désinformation, Combattre l'austérité !**

### **Nous devons nous réapproprier notre vie.**

Les dettes publiques illégitimes ont les mêmes causes et les mêmes effets dans tous les pays (Grèce, Portugal, France, etc.). Et cela, à tous les échelons. Ainsi, depuis le petit village jusqu'aux régions et même jusqu'aux hôpitaux, on trouve, très souvent, les mêmes mécanismes et les mêmes créanciers.

### **Nous devons organiser la transparence pour construire la mobilisation à tous les niveaux.**

Il ne s'agit pas d'une simple vérification des comptes par des experts. L'audit citoyen ouvre voie à une remise en cause de la légitimité de certaines dettes. Il permet de lancer un débat sur ce que doivent être nos priorités, sur des alternatives qui permettent de satisfaire les droits fondamentaux.

Cet audit doit se réaliser avec la participation active de la population dans un mouvement social et démocratique.

C'est pourquoi un collectif national et des collectifs départementaux ont été créés par des associations, syndicats, simples citoyens avec le soutien de partis politiques. Dans les Bouches du Rhône s'est constitué un collectif d'audit citoyen, **le CAC 13**, auquel la **LDH**, le **CADTM** et **ATTAC** participent activement. Un nouveau collectif plus local est en cours de création à AIX.

### **Pour rejoindre ces mobilisations vous pouvez contacter :**



Collectif national pour un audit citoyen de la dette publique :

Collectif du CAC13 : [caccontact13@gmail.com](mailto:caccontact13@gmail.com)

ATTAC Pays d'Aix : [aix@attac.org](mailto:aix@attac.org) et

[www.local.attac.org/13/aix/](http://www.local.attac.org/13/aix/)

LDH Aix : [ldh.aix@laposte.net](mailto:ldh.aix@laposte.net) et [www.ldh-aix.org](http://www.ldh-aix.org)